

L'ajournement

Lui et Natalia, qui est médecin, ont été dépouillés de leurs diplômes et ont même été arrêtés pour comportement parasite. Autrement dit, ils étaient en chômage.

Je veux condamner les autorités soviétiques pour leur traitement de personnes comme les Stonov, mais il ne faut pas oublier qu'il y a des centaines de *refuzniks* comme eux.

Il est temps que l'Union soviétique respecte ses obligations en ce qui concerne les droits de la personne. Comment peut-elle envisager de tenir une conférence internationale sur les droits de l'homme en 1991, l'an prochain, à Moscou, alors que continuent ces cruels abus?

Il est urgent d'agir avec humanité et compassion vis-à-vis de ces *refuzniks* de longue date. Par contre, je tiens à féliciter M. Gorbatchev d'avoir permis la *glasnost*, c'est-à-dire une plus grande transparence, et la *perestroïka*, c'est-à-dire une restructuration.

Du point de vue des droits de la personne il faut, pour être juste, reconnaître qu'un nombre incroyable de juifs se sont vu accorder des visas de sortie au cours des dernières années.

Je tiens à dire officiellement qu'en 1986, lorsque j'ai été élu président du Groupe de parlementaires canadiens pour les juifs soviétiques, 914 juifs seulement avaient obtenus un visa de sortie.

J'ai conduit une petite délégation tripartite en Union soviétique, en 1987. Nous avons rencontré alors plus de 150 *refuzniks* et plusieurs dirigeants soviétiques. Il y avait alors des signes positifs, mais les autorités soviétiques étaient intransigeantes. La *glasnost* avait été annoncée et M. Gorbatchev insistait manifestement pour que des changements surviennent. En 1987, plus de 8 000 Juifs ont reçu des visas de sortie. En 1988, leur nombre est passé à plus de 18 000 et l'année dernière, en 1989, plus de 70 000 Juifs ont obtenu leur visa de sortie.

La *glasnost* permet certains progrès sur le plan des droits de la personne, mais elle dévoile également un côté plus noir. Les Soviétiques expriment plus librement leurs pensées dans des lettres aux rédacteurs, à la télévision et dans des livres, et bien des gens en profitent pour attiser l'antisémitisme de leurs concitoyens, ce qui est tout à fait déplorable. À cause de ces vils fanatiques antisémites, des milliers de juifs de plus veulent maintenant quitter l'Union soviétique et les juifs deviennent les bous émissaires de la *perestroïka*.

Cependant, il leur est de plus en plus difficile de partir pour l'État juif. Après 23 ans d'impasse diplomatique, il n'y a aucun vol direct entre Israël et l'Union soviétique. La seule façon pour les juifs soviétiques d'atteindre Israël, c'est de débarquer à un aéroport européen d'où ils prendront un vol direct pour Tel Aviv. Les lignes aériennes hongroises ont récemment annulé leurs vols

Moscou-Budapest-Tel Aviv à cause de menaces venant de terroristes arabes.

La semaine dernière, plus de 200 membres du Congrès américain ont signé une lettre adressée à Son Excellence Yuriy Dubrinin, ambassadeur de l'Union soviétique à Washington. Dans cette lettre, les intéressés affirment que c'est avec consternation qu'ils ont appris que le gouvernement soviétique avait rejeté l'appel lancé par le président George Bush et le secrétaire d'État Baker qui avaient réclamé des vols directs entre Moscou et Israël, au nom des juifs soviétiques.

Je demande au gouvernement canadien d'aider les autres gouvernements démocratiques de l'Est et de l'Ouest à organiser des vols directs entre l'URSS et Israël. Des dizaines de milliers de juifs soviétiques munis d'un visa de sortie attendent en URSS pour partir. C'est une bombe à retardement en matière de droits de la personne.

Bref, nous avons trois problèmes à résoudre en tant que parlementaires canadiens. Nous ne pouvons pas les résoudre seuls. Nous avons besoin de l'aide des autres pays démocratiques.

Premièrement, nous devons continuer d'exercer des pressions auprès des autorités soviétiques pour les convaincre de s'occuper rapidement et avec humanité des *refuzniks* comme les Stonov. Ne laissons pas les très nombreux juifs qui obtiennent leur visa de sortie éclipser le sort cruel qui est fait aux *refuzniks* comme les Stonov.

Deuxièmement, il faut trouver le moyen d'organiser des vols directs entre l'URSS et Israël.

Troisièmement, les chefs d'État de l'Ouest doivent dénoncer les manifestations débridées d'antisémitisme.

Les défis à relever sont immenses, mais cela ne doit pas empêcher les hommes de bonne foi de les relever avec toute l'énergie dont ils sont capables et avec toutes les ressources à leur disposition.

M. Patrick Boyer (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, je suis heureux d'avoir l'occasion de répondre au député de Markham—Whitchurch—Stouffville parce que depuis que lui et moi avons été élus en 1984, je l'ai entendu à d'innombrables reprises prendre la parole à la Chambre au nom de personnes en Union soviétique qui cherchent refuge et liberté à l'Ouest. Il nous en a encore parlé cet après-midi. Dans ma réplique, je ferai quelques brèves observations générales et je m'arrêterai au cas précis qu'il a soulevé.

En gros, on peut dire que la situation des juifs soviétiques s'est beaucoup améliorée récemment en raison de la plus grande liberté d'expression culturelle et de religion accordée en Union soviétique. De plus, les conditions d'émigration ont été adoucies. À cet égard, il faut mentionner qu'une nouvelle loi soviétique sur l'émigration